



Projet de loi du Conseil d'Etat

Date de dépôt : 20 mai 2026

Projet de loi

sur l'aide financière extraordinaire d'un montant de 6 millions de francs pour les entreprises dans le cadre de la tenue du sommet du G7 2026

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Buts

¹ La présente loi régit l'octroi d'une aide financière extraordinaire de l'Etat de Genève afin d'atténuer les conséquences économiques exceptionnelles en lien avec la tenue du sommet du G7 2026.

² Cette aide financière extraordinaire vise à limiter les conséquences économiques exceptionnelles liées à la tenue du sommet du G7 2026 pour les entreprises, à soutenir le commerce et à préserver les emplois.

Art. 2 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique aux dommages matériels visés à l'article 6, survenus entre le 12 et le 18 juin 2026.

² Les dommages matériels doivent être directement imputables :

- a) aux déprédations survenues dans le cadre de débordements en lien avec le sommet du G7 2026;
- b) aux actes de vandalisme, dégradations ou violences intervenus dans ce contexte;
- c) aux opérations de maintien de l'ordre directement liées à ces événements.

Art. 3 Cercle des bénéficiaires

¹ Peut bénéficier de l'aide financière extraordinaire prévue par la présente loi, toute entreprise qui exploite des locaux commerciaux dans le canton de Genève durant la période visée à l'article 2, alinéa 1.

² L'entreprise requérante doit également avoir subi un dommage matériel visé à l'article 6 directement imputable aux événements visés à l'article 2.

³ L'entreprise requérante doit être en mesure de démontrer que le dommage matériel subi n'est pas ou pas intégralement indemnisé par une assurance ou par tout autre tiers.

Art. 4 Principe de subsidiarité

¹ L'aide financière extraordinaire prévue par la présente loi est subsidiaire :

- a) aux prestations d'assurances privées;
- b) aux prestations de toute autre assurance sociale ou professionnelle;
- c) à toute autre indemnité versée par un tiers.

² L'entreprise requérante doit faire valoir ses droits auprès de son ou de ses assurance(s) ou de tout autre responsable potentiel, avant le dépôt de la demande d'aide financière extraordinaire prévue par la présente loi.

³ L'aide financière extraordinaire ne porte que sur la part du dommage demeurant effectivement à charge de l'entreprise requérante après décision des assurances concernées ou établissement des responsabilités de tout autre tiers.

Chapitre II Aide financière extraordinaire

Art. 5 Principe

¹ L'aide financière extraordinaire fait l'objet d'une demande unique par l'entreprise requérante.

² L'aide financière extraordinaire peut faire l'objet de plusieurs versements.

³ Les aides financières sont accordées dans la limite du crédit budgétaire total, selon l'ordre chronologique de réception des demandes.

Art. 6 Frais et dommages couverts

¹ Sont notamment pris en considération les dommages causés :

- a) aux vitrines, façades, portes, enseignes et installations fixes;
- b) aux locaux commerciaux;
- c) au mobilier, aux équipements, aux machines et aux marchandises.

² Sont également pris en considération les frais de sécurisation matérielle temporaire postérieurs aux dégâts causés.

³ Ne sont pas couverts :

- a) les pertes d'exploitation;
- b) le manque à gagner;
- c) les frais et dommages sans lien direct avec les événements visés à l'article 2;
- d) les frais liés à des mesures de protection préventives;
- e) les franchises contractuelles;
- f) le vol.

Art. 7 Montant de l'aide financière extraordinaire

¹ L'aide financière extraordinaire correspond au dommage effectivement supporté par l'entreprise après déduction :

- a) des montants versés par les assurances;
- b) des montants versés par des tiers.

² Sur demande de l'entreprise requérante, l'aide financière extraordinaire peut être versée sous la forme d'une avance. Celle-ci est calculée sur la base du dommage et des pièces justificatives immédiatement disponibles. Le montant définitif de l'aide financière extraordinaire est alors déterminé a posteriori sur la base du montant effectivement à charge de l'entreprise requérante après décision(s) de la ou des assurance(s) concernée(s) ou couverture du dommage par tout autre responsable.

³ Le montant du dommage effectivement supporté par l'entreprise requérante, hors franchises contractuelles et après déduction des diverses indemnités perçues, doit s'élever au minimum à 3 000 francs ; l'aide financière extraordinaire ne peut porter que sur les dommages dépassant ce seuil.

⁴ Le montant maximum de l'aide financière extraordinaire par entreprise requérante s'élève à 100 000 francs.

Chapitre III Procédure

Art. 8 Autorité compétente

Le département chargé de l'économie (ci-après : département), soit pour lui l'office cantonal de l'économie et de l'innovation, est l'autorité compétente pour l'application de la présente loi.

Art. 9 Demande

¹ La demande d'aide financière extraordinaire, accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires, est déposée par l'entreprise requérante ou son mandataire au moyen du formulaire mis en ligne par l'autorité compétente.

² La demande doit être déposée dans un délai de 120 jours dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

³ Toute demande déposée hors délai est irrecevable.

Art. 10 Pièces justificatives

¹ L'entreprise requérante joint à sa demande les pièces suivantes :

- a) le formulaire de demande dûment rempli;
- b) les documents permettant de justifier des pouvoirs de représentation du bénéficiaire;
- c) le contrat de bail à loyer commercial si l'entreprise requérante n'est pas propriétaire des locaux commerciaux;
- d) la ou les police(s) d'assurance concernée;
- e) la preuve du dépôt de plainte effectué auprès de la police;
- f) la preuve de l'annonce du sinistre à l'assurance compétente;
- g) les devis demandés ainsi que les factures ou tout autre justificatif permettant de déterminer le montant des frais à charge de l'entreprise requérante;
- h) une copie d'un relevé d'identité bancaire, en vue du versement potentiel de l'aide financière extraordinaire.

² Aussitôt qu'elle en a connaissance, l'entreprise requérante transmet à l'autorité compétente les pièces suivantes :

- a) l'expertise effectuée par l'assurance compétente;
- b) la décision de couverture ou de refus de l'assurance compétente.

Art. 11 Décision

¹ Sur la base des pièces justificatives fournies, l'autorité compétente examine si l'entreprise requérante remplit les conditions d'octroi de l'aide financière extraordinaire, calcule le montant de celle-ci et procède à son versement.

² Toute décision prise en application de la présente loi est écrite et motivée.

Art. 12 Indemnisation ultérieurement perçue et interdiction de la surindemnisation

¹ L'entreprise requérante qui obtient ultérieurement une indemnisation d'un assureur ou d'un tiers pour le même dommage doit immédiatement communiquer la décision à l'autorité compétente.

² Les montants perçus de tout autre tiers pour le même dommage doivent, sur décision, être restitués à concurrence du trop-perçu.

Art. 13 Aide financière extraordinaire indûment perçue

¹ L'aide financière extraordinaire indûment perçue doit être restituée sur décision de l'autorité compétente.

² Est indûment perçue l'aide financière extraordinaire dont les conditions d'octroi n'étaient pas réalisées au moment du dépôt de la demande ou si les renseignements fournis ne correspondaient pas à la réalité.

³ L'autorité compétente est habilitée à effectuer des contrôles pendant les 5 ans suivant l'octroi de l'aide financière extraordinaire.

Art. 14 Obligation générale de renseigner et de collaborer

¹ L'entreprise requérante collabore à l'instruction du dossier et fournit gratuitement à l'autorité compétente tous renseignements et documents nécessaires à l'établissement du droit à l'aide financière extraordinaire et à la fixation de son montant.

² En cas de refus de collaborer, l'autorité compétente peut refuser d'octroyer l'aide financière extraordinaire, ou demander son remboursement si elle a déjà été versée.

Art. 15 Traitement des données

Afin de permettre le traitement de sa demande d'aide, l'entreprise requérante autorise le traitement de ses données personnelles.

Art. 16 Sanctions

En fournissant intentionnellement des renseignements inexacts, faux ou incomplets, ou en dissimulant des faits importants, l'entreprise requérante s'expose à des poursuites pénales.

Art. 17 Voies de droit

¹ Les décisions prises en application de la présente loi peuvent faire l'objet d'une réclamation écrite auprès de l'autorité compétente, avec indication du motif et, s'il y a lieu, dépôt des pièces justificatives, dans les 30 jours à compter de la notification de la décision.

² La chambre administrative de la Cour de justice connaît des recours contre les décisions prises sur réclamation par le département. Le délai pour recourir est de 30 jours à compter de la notification de la décision.

Chapitre III Financement

Art. 18 Financement

Le financement de l'aide financière extraordinaire prévue et des frais liés à la mise en œuvre de la présente loi figure au budget du département. Le montant total du dispositif ne peut excéder 6 millions de francs.

Chapitre IV Dispositions finales et transitoires

Art. 19 Clause d'urgence

L'urgence est déclarée.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Contexte

Le sommet du G7 2026 se tiendra à Evian du 15 au 17 juin 2026. Compte tenu de la proximité immédiate entre Evian et le canton de Genève, cet événement international entraînera un important dispositif sécuritaire à l'échelle régionale ainsi qu'une mobilisation attendue de mouvements militants, d'organisations altermondialistes et de manifestants.

Le précédent du G8 d'Evian de 2003 demeure à cet égard particulièrement significatif. La tenue de ce sommet avait donné lieu à d'importantes mobilisations dans la région franco-valdo-genevoise et avait conduit les autorités genevoises à mettre en œuvre des mesures exceptionnelles de sécurité. Des dommages matériels avaient alors été constatés sur plusieurs sites et infrastructures. Ce précédent reste régulièrement invoqué par les milieux économiques dans le cadre de la préparation d'événements internationaux d'envergure.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat estime opportun de prévoir un dispositif légal spécifique permettant, le cas échéant, d'atténuer certaines conséquences matérielles exceptionnelles directement liées aux manifestations entourant la tenue du G7.

2. Objectifs du présent projet de loi

Le présent projet de loi vise à instaurer un mécanisme exceptionnel, limité dans son objet et dans le temps, destiné à couvrir les dommages matériels directement imputables aux manifestations liées au G7 subis par les entreprises.

Le présent projet de loi ne vise en revanche pas à instaurer un régime général d'assurance publique contre les risques de manifestations ou de troubles à l'ordre public.

Les pertes d'exploitation, le manque à gagner ou les préjudices économiques indirects sont expressément exclus du champ de l'aide financière extraordinaire.

3. Principe de subsidiarité

Les entreprises concernées demeurent tenues de faire valoir en priorité leurs droits auprès de leurs assureurs ou de tout autre débiteur potentiel.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs fait le choix d'exclure expressément la prise en charge des franchises contractuelles d'assurance. Cette approche vise à préserver la nature subsidiaire et exceptionnelle du dispositif, tout en évitant que l'Etat ne se substitue au fonctionnement ordinaire des mécanismes assurantiels privés.

4. Dispositif d'aide financière et contrôle

Le présent projet de loi prévoit un mécanisme d'aide financière extraordinaire plafonné et soumis à un contrôle administratif strict. Chaque dossier devra permettre d'établir la réalité du dommage, son lien direct avec les manifestations visées et l'absence de double aide financière extraordinaire.

Le présent projet de loi prévoit également la possibilité pour les entreprises ayant rapidement besoin de liquidités de verser l'aide financière en se basant sur le dommage vraisemblablement subi et les pièces justificatives immédiatement disponibles, sans attendre la détermination du montant effectivement à charge de l'entreprise requérante après décision(s) de la ou des assurance(s) concernée(s) ou couverture du dommage par tout autre responsable. Il est entendu que le montant d'aide financière définitif sera déterminé a posteriori, une fois que les différentes démarches de l'entreprise requérante auront abouti et l'éventuel surplus devra être restitué.

5. Période déterminante

Le présent projet de loi prévoit une période d'application allant du 12 au 18 juin 2026 afin de couvrir les phases de préparation sécuritaire, de mobilisation et de dispersion liées au sommet du G7 2026.

6. Budget

Le présent projet de loi prévoit une enveloppe maximale de 6 millions de francs destinée au financement du dispositif d'aide financière. Ce montant doit permettre de couvrir les éventuels dommages matériels subis par les entreprises genevoises dans le cadre des manifestations liées au sommet du G7 2026 ainsi que les frais de mise en œuvre du dispositif.

La mise en œuvre du dispositif sera assurée par le département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie (DEE), chargé de l'instruction des demandes et des vérifications nécessaires au respect des conditions prévues

par la loi. L'enveloppe prévue devra également permettre, le cas échéant, de recourir à des prestations externes spécialisées, notamment dans les domaines juridique et assurantiel, afin d'accompagner l'analyse des dossiers complexes.

Le dispositif vise ainsi à garantir une intervention ciblée, proportionnée et sécurisée du point de vue des finances publiques.

7. Commentaire article par article

Articles 1 et 2 Buts et Champ d'application

Le présent projet de loi a pour objectif d'atténuer les conséquences économiques potentiellement engendrées par les dommages matériels causés aux entreprises exerçant une activité commerciale dans le canton de Genève directement en lien avec la tenue du sommet du G7 2026 à Evian en dépit des mesures prises par l'Etat pour garantir la sécurité durant cet événement.

Dans un esprit de symétrie avec les autres mesures prises par l'Etat dans le cadre du sommet du G7 2026, et notamment la fermeture des frontières, le présent projet de loi circonscrit la période concernée par une prise en charge des dommages causés à celle du 12 au 18 juin 2026.

Article 3 Cercle des bénéficiaires

Le cercle des bénéficiaires visé par le présent projet de loi sont les entreprises exploitant des locaux commerciaux dans le canton de Genève qui ont concrètement subi un dommage directement imputable aux événements en lien avec le sommet du G7 2026 et non couvert par un tiers.

Ne font pas partie du cercle des bénéficiaires les propriétaires des locaux concernés, sauf s'ils exploitent eux-mêmes directement le local commercial touché.

Article 4 Principe de subsidiarité

L'Etat n'ayant pas pour vocation de se substituer aux assurances privées ni à endosser la responsabilité de tiers dans la prise en charge d'éventuels dommages subis par une entreprise exploitant une activité commerciale, l'aide extraordinaire octroyée dans le cadre du présent projet de loi ne couvre que les frais effectivement à la charge de l'entreprise requérante.

Les prestations d'assurance, les frais à la charge du bailleur ou les indemnités dues par l'auteur des dommages sont ainsi notamment déduits du montant de l'aide financière extraordinaire pouvant être accordée.

Article 5 Principe

L'aide financière extraordinaire doit faire l'objet d'une demande unique de l'entreprise requérante.

Vu le crédit budgétaire total de 6 millions de francs, incluant les frais de fonctionnement, les demandes sont traitées par ordre chronologique de réception, dans la limite des fonds disponibles.

Article 6 Frais et dommages couverts

Seuls les dommages matériels causés aux vitrines, façades, portes, enseignes, installations fixes, locaux commerciaux, mobilier, équipement, machines et marchandises sont pris en considération.

Sont également pris en considération les frais de sécurisation temporaire rendus nécessaires par les dégâts causés, notamment les dispositifs matériels provisoires mis en place durant les travaux.

Les autres types de dommages, notamment le dommage financier en cas de vol de marchandise, les pertes d'exploitation, le manque à gagner, les franchises contractuelles, les mesures de protection préventives, ne sont pas pris en considération dans le calcul de l'aide financière extraordinaire.

Article 7 Montant de l'aide financière extraordinaire

Le montant de l'aide financière extraordinaire correspond aux montants du dommage effectivement subi (soit à la valeur de remplacement) et démontré par l'entreprise requérante après prise en considération des prestations de tout tiers.

L'aide financière étant destinée à pallier les dommages matériels dus à une situation exceptionnelle, un seuil minimum restant à charge de l'entreprise requérante a été fixé à 3 000 francs.

De même, l'aide financière a été plafonnée à 100 000 francs par entreprise requérante afin d'assurer une allocation efficiente des ressources publiques et à maintenir un partage équilibré des risques entre les acteurs privés et la collectivité, tout en garantissant la capacité de l'Etat à soutenir le plus grand nombre d'entreprises concernées.

Afin de pouvoir soutenir au plus vite les entreprises ne disposant pas des liquidités immédiates pour assurer la réparation des dommages causés, le dispositif mis en place permet à l'entreprise requérante de solliciter que l'aide financière lui soit versée sous forme d'avance (al. 2), le montant final de l'aide étant dans cette éventualité calculé a posteriori, avec pour corollaire le risque que tout ou partie de l'aide octroyée soit demandée en restitution.

Article 8 Autorité compétente

Le dispositif s'inscrivant dans le cadre d'un soutien à l'économie genevoise, le DEE, soit pour lui l'office cantonal de l'économie et de l'innovation, est l'autorité compétente pour l'application du présent projet de loi.

Article 9 Demande

La demande d'aide financière extraordinaire doit être déposée conformément aux modalités définies dans le présent projet de loi auprès de l'autorité compétente dans un délai de 120 jours dès l'entrée en vigueur de la future loi.

Au vu de la nature des dommages couverts par l'aide financière extraordinaire, un délai de 4 mois pour déposer la demande permet d'atteindre le but de célérité du soutien souhaité par les milieux concernés.

Article 10 Pièces justificatives

Les pièces justificatives demandées doivent permettre à l'autorité compétente de constater la réalité du dommage subi, d'établir le lien de connexité avec la période et les événements ouvrant le droit à l'aide financière extraordinaire et lui permettre de calculer le montant du dommage effectivement subi.

Le délai de traitement des dossiers de sinistre par les assurances ou le délai d'une éventuelle procédure contre un tiers responsable pouvant être conséquent, les justificatifs y relatifs peuvent être transmis dans un deuxième temps par l'entreprise requérante.

Article 11 Décision

L'octroi de l'aide financière extraordinaire fait l'objet d'une décision de l'autorité compétente, sujette à réclamation, respectivement recours, dans un délai de 30 jours suivant sa notification.

Article 12 Indemnisation ultérieurement perçue et interdiction de la surindemnisation

En vertu du principe de subsidiarité et de l'interdiction de la surindemnisation, toute aide financière extraordinaire perçue pour un dommage dont la réparation a été prise en charge par un tiers doit être remboursée à l'Etat de Genève à concurrence du trop-perçu.

Article 13 Aide financière extraordinaire indûment perçue

Toute aide financière extraordinaire indûment perçue, à savoir dont les conditions d'octroi n'étaient pas remplies ou pour lesquels les renseignements fournis par l'entreprise requérante étaient erronés, doit être restituée à l'Etat de Genève.

L'Etat est habilité à procéder à des contrôles a posteriori, également dans les locaux de l'entreprise bénéficiaire, afin de s'assurer que l'aide financière a été octroyée conformément aux buts et aux conditions du présent projet de loi. L'accès aux comptes ou à toute autre documentation pertinente dans le cadre des vérifications est également prévu (cf. art. 14).

Article 14 Obligation générale de renseigner et de collaborer

L'obligation générale de renseigner et de collaborer, rappelée dans le présent projet de loi, reprend un principe général de droit administratif.

Article 16 Sanctions

Cette disposition rappelle les risques de poursuites pénales auxquelles s'expose l'entreprise requérante fournissant intentionnellement des renseignements faux, incomplets ou erronés.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Préavis financier*
- 2) *Planification des charges et revenus de fonctionnement découlant du projet*



REPUBLIQUE ET
CANTON DE GENEVE

PREAVIS FINANCIER

Ce préavis financier ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- ♦ Projet de loi présenté par le département de l'économie et de l'emploi.
- ♦ Objet : Projet de loi sur l'aide financière extraordinaire d'un montant de 6 millions de francs pour les entreprises dans le cadre de la tenue du G7 2026.
- ♦ Rubriques budgétaires concernées (CR et nature) :
07.30.21.00.31 et 07.30.21.363500 (numéro de projet de subvention à définir).
- ♦ Numéro(s) et libellé(s) de programme(s) concernés : L03 « Economie »
- ♦ Planification des charges et revenus de fonctionnement du projet de loi :

Le tableau financier annexé au projet de loi intègre la ☒ oui ☐ non
totalité des impacts financiers découlant du projet.

(en mios de fr.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Dès 2033
Ch. personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens et services et autres ch.	0.1	0.2	0.2	-	-	-	-	-
Ch. financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions	5.5	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges	-	-	-	-	-	-	-	-
Total charges	5.6	0.2	0.2	-	-	-	-	-
Revenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Total revenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-5.6	-0.2	-0.2	-	-	-	-	-

- ♦ Inscription budgétaire et financement (modifier et cocher ce qui convient) :

Les incidences financières de ce projet de loi sont inscrites ☐ oui ☒ non
au budget de fonctionnement 2026 en 12èmes,
conformément aux données du tableau financier :

W. *ELK*

- Un crédit supplémentaire de fonctionnement en 2026 sera nécessaire. ☒ oui ☐ non

Les incidences financières de ce projet de loi sont inscrites au plan financier quadriennal 2026-2029. ☐ oui ☒ non

Les incidences financières de ce projet de loi seront inscrites au plan financier quadriennal 2027-2030. ☒ oui ☐ non

Autre(s) remarque(s) :

Le département atteste que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et aux dispositions d'exécution adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le : 19 mai 2026

Signature du responsable financier :



Dominique RITTER
DIRECTEUR DU SERVICE FINANCIER

2. Avis du département des finances

Remarque(s) complémentaire(s) du département des finances : _____

Genève, le : 19 mai 2026

Visa du département des finances :


Eric Vassallo

N.B. : Le présent préavis financier est basé sur le PL, son exposé des motifs, le tableau financier et ses annexes transmis le 19 mai 2026

PLANIFICATION DES CHARGES ET REVENUS DE FONCTIONNEMENT DÉCOULANT DU PROJET

Projet de loi sur l'aide financière extraordinaire d'un montant de 6 millions de francs pour les entreprises dans le cadre de la tenue du G7 2026

Projet présenté par le département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie

(montants annuels, en mios de fr.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	dès 2033
TOTAL charges de fonctionnement	5.60	0.20	0.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Charges de personnel [30]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
30 Salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
ETP Nombre Equivalent Temps Plein	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Biens et services et autres charges [31]	0.10	0.20	0.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Charges financières [34] 1.375%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Amortissements [33 + 366 - 466]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subventions [363+369]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres charges [30-36]	5.50	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL revenus de fonctionnement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Revenus [40 à 46]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RESULTAT NET FONCTIONNEMENT	-5.60	-0.20	-0.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

Remarques :

13/5/26

Dominique RITTER
DIRECTEUR DU SERVICE FINANCIER

Date et signature du responsable financier :